

## BUREAU METROPOLITAIN DU mardi 11 janvier 2022

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;"><b>N° 2 2 / 4 0</b></p> <p style="text-align: center;"><b>RESILIATION DU MARCHE POUR L'ACHAT DE DOUZE AUTOBUS STANDARDS ELECTRIQUES POUR LE RESEAU MISTRAL DE LA METROPOLE TPM VIA LA CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE</b></p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

### PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI,  
M. Robert BENEVENTI,  
Mme Nathalie BICAIS,  
M. Robert CAVANNA, M.  
Yannick CHENEVARD, M.  
Jean-Pierre COLIN, M.  
Hubert FALCO, M. Jean-  
Pierre GIRAN, M. Arnaud  
LATIL, M. Jean-Louis  
MASSON, M. Ange MUSSO,  
M. Francis ROUX, M. Jean-  
Sébastien VIALATTE, M.  
Gilles VINCENT

### ABSENTS :

M. Christian SIMON, M.  
Hervé STASSINOS

## **DECISION METROPOLITAINE**

**N° 2 2 / 4 0**

**BUREAU DU 11 janvier 2022**

**OBJET : RESILIATION DU MARCHE POUR L'ACHAT DE  
DOUZE AUTOBUS STANDARDS ELECTRIQUES  
POUR LE RESEAU MISTRAL DE LA METROPOLE  
TPM VIA LA CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT  
PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **LE BUREAU METROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création  
de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le décret n°2017-21 du 11 janvier 2017 relatif aux obligations d'achat  
ou d'utilisation de véhicules à faibles émissions,

**VU** le décret n°2021-1491 du 17 novembre 2021 relatif aux obligations  
d'achat ou d'utilisation de véhicules automobiles routiers à faibles et à très  
faibles émissions en application de la directive (UE) 2019/1161 du Parlement  
européen et du Conseil,

**VU** la Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

**VU** la délibération n°19/623 du 1<sup>er</sup> juillet 2019 pour l'autorisation de signature du marché subséquent n°2018-01-15 pour l'achat de douze bus standards électriques

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au bureau,

**VU** la décision n°15/88 du bureau communautaire du 16 février 2015 approuvant l'adhésion de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée à la Centrale d'Achat du Transport Public à compter de 2015,

**VU** le plan pluriannuel de renouvellement du matériel roulant contractualisé par l'annexe 5 du contrat de Délégation de Service Public de Transport Urbain,

**CONSIDERANT** que de notables désaccords techniques ont opposé le Groupement solidaire Alstom Transport / Alstom Aptis titulaire du marché avec la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP),

**CONSIDERANT** que l'importance de ces désaccords a conduit les parties à envisager une issue amiable au différend qui les oppose par un protocole transactionnel pour la résiliation du marché subséquent,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** la résiliation du marché subséquent n°2018-01-15 pour l'achat de douze bus standards électriques, d'un commun accord entre la Centrale d'Achat du Transport Public et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sans incidence financière pour la Métropole.

## **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 11 janvier 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR : 14  
CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

**Accord-Cadre n°2018-01-15**

**Accord-cadre d'acquisition de véhicules de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et interurbain de voyageurs**

-----  
**Marché subséquent n° 2018-01-15**

**Lot n°17 : Autobus 12m électrique faible rayon de braquage**

-----  
**Décision de résiliation d'un commun accord des conditions générales de vente et de l'engagement de commande**

#### **A - Identification des parties aux CGV et à l'engagement de commande**

**Acheteur :**

**AGIR TRANSPORT sous sa marque commerciale :**  
**CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC**  
8, Villa de Lourcine  
75014 PARIS  
SIRET : 539 537 886 000 27

**Bénéficiaire :**

**Métropole Toulon Provence Méditerranée**  
107 Boulevard Henri Fabre  
83041 Toulon

#### **B – Rappel du contexte**

Un marché subséquent a été conclu entre le Titulaire du lot n°17 de l'accord-cadre et la CATP a été passé sur le fondement de l'accord-cadre n°2018-01 d'acquisition de véhicules de différentes catégories et de matériels accessoires pour le transport urbain et interurbain de voyageurs.

Le marché subséquent n°2018-01-15 était un marché à bons de commande qui avait pour objet l'acquisition de véhicule(s) et de matériels accessoires relevant du lot n°17 « Autobus 12m électrique faible rayon de braquage » de l'accord-cadre.

Les véhicules étaient destinés à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, bénéficiaire de la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP).

Pour résoudre un différend concernant les Biens livrés au Bénéficiaire, un protocole transactionnel a été conclu entre le Titulaire et la CATP.

Conformément à l'article 2 du protocole, le marché subséquent MS 2018-01-15 liant la CATP au groupement Alstom Transport / Alstom Aptis a été résilié :

*« Sous réserve d'une parfaite exécution et entière exécution du protocole transactionnel, le marché subséquent MS 2018-01-15 sera résilié d'un commun accord, la résiliation prenant effet au jour de l'exécution de la dernière obligation des Parties ».*

L'exécution de la dernière obligation qui s'est matérialisée par le transfert des avances reçues par le groupement titulaire à la CATP a eu lieu le 16 novembre 2021.

#### **D – Résiliation des CGV et de l'engagement de commande**

La présente décision a pour objet de résilier d'un commun accord entre la CATP et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, les conditions générales de vente ainsi que l'engagement de commande, les actes juridiques liés à la revente des véhicules par la CATP au Bénéficiaire n'ayant plus d'objet.

#### **E – Signature du bénéficiaire**

A Toulon, le

Signature

#### **F - Signature de l'acheteur**

A Paris, le

Signature